

Que faire de la zone Euro ?

Posté le : 24 juillet 2015 13:10 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Crise systémique, Zone Euro, Monnaies et changes, Attitudes, Crise mondiale, Crise financière, Histoire économique récente, Réforme, Economie et politique

L'Eurosystème est une des rares institutions internationales construites dans les 30 dernières années. Elle est mal née. Les motifs qui l'ont porté sur les fonts baptismaux sont relativement incertains. Certains ont voulu « avancer dans la construction européenne ». A tout prix, selon un sens étrange de l'urgence européenne. L'abandon des disciplines de Bretton-Woods et le flottement des monnaies avaient bloqué les projets d'Union monétaire européenne mis en avant lors de la conférence de La Hayes, en 1969. Les différents serpents monétaires ayant été balayés, les européistes se sont mis à considérer que seule une monnaie unique résisterait à la spéculation internationale conduite par les Américains et plus généralement les Anglo-saxons. Les banques centrales européennes ont commencé dès le début des années 80 à considérer que le projet était quasi certain d'être mis en œuvre. La Banque de France s'y prépare dès le milieu des années 80, en totale indépendance des alternances politiques. Les fédéralistes européens considéraient que c'était l'étape suivante indispensable, celle qui créait une situation irréversible. Depuis Jean Monnet, l'idée fédérale s'inscrit dans une tactique qui veut que les faits accomplis économiques contraignent le politique jusqu'au fédéralisme promis. On met donc la charrue économique avant les bœufs politiques. En espérant que les bœufs piétineront suffisamment la charrue pour qu'on soit obligé « d'avancer » (« L'Europe avance par crise ») mais pas assez pour la casser.

Des discussions, nombreuses, ont eu lieu dans ces milieux, pour savoir comment faire. Très peu sur les conditions de réussite d'une monnaie unique et les contraintes d'organisation dans la durée. Aucune sur l'opportunité de monter un tel système. L'ardente obligation européenne imposait d'avancer. Le marché unique et la monnaie unique s'imposaient « naturellement ». Cela se terminera par le rapport Delors, source de tous les maux. Au passage le JDD de ce dimanche nous a commis deux pages hagiographiques sur J. Delors au moment même où les vices du système mis en place sont devenus manifestes ! Il est vrai que les Européistes viennent de primer Delors pour contrer le mauvais climat qui règne en Europe depuis que la monnaie unique a été installée.

Ne faisons pas à ce « père de l'Europe de la monnaie » l'injure de penser qu'il ne savait pas que le système qu'il proposait était problématique. Il n'y a pas un économiste sérieux, connaissant un petit peu les questions monétaires, qui ne sache qu'une monnaie unique est une construction politique qui ne peut réussir qu'avec un pouvoir central fort. Mais il fallait « avancer ». On a fait semblant de considérer qu'une zone de monnaie unique pourrait fonctionner si on libérait totalement les mouvements de capitaux, de marchandises et de personnes. Les marchés s'occuperaient d'harmoniser les déséquilibres éventuels. Les Etats devaient être mis en muselière. Pour cela il suffisait de deux règles juridiques : pas de déficit budgétaire supérieur à 3% du PIB et pas d'endettement public de plus de 60% du même PIB. Pour préparer la fusion monétaire, les systèmes devaient converger vers ces objectifs. Et roulez bolide ! Bien sûr cela ne marcherait pas parfaitement mais on profiterait de la première crise pour faire avancer l'intégration et restreindre la souveraineté des Etats.

Les adeptes de Milton Friedman encensèrent le maître qui avait annoncé que l'Euro ne durerait pas trois ans et que les changes flottants étaient la seule solution. Depuis des lustres les économistes américains expliquent que les Européens croient bêtement à la « stabilité » et que les vrais

amoureux du business sont pour le mouvement. Après tout le dieu Hermès a des petites ailes aux pieds.

Sans voir que les changes flottants avaient fini par créer une économie baudruche qui ne demandait qu'à exploser. Asphyxiés par leur propre mythologie, ils pensaient que la souplesse du roseau était la garantie d'une flexibilité heureuse sans se rendre compte que le système était pervers de façon endogène et voué lui-même à l'autodestruction. L'aveugle insultait gaiement le paralytique.

Autre point commun, tous ces économistes pensaient que le cycle n'existait plus, qu'on savait le juguler, que Greenspan était un génie et que la crise de 87 était due aux ordinateurs, pas aux effets délétères de la montée de l'endettement global qui déjà dépassait les 300% à la fin des années 80.

Le « génial économiste » Mitterrand. (Il n'était pas seulement le Dieu de la politique politicienne en ce temps-là, ce qui avait tout de même fait un peu ricaner même une Françoise Giroud) avait prédit que l'acte unique allait permettre une formidable croissance en 92-93 Nous eûmes à cette date la pire crise conjoncturelle depuis 1929 !

Cela ne fit réfléchir personne. Ni sur les méfaits du système des changes flottants, ni sur le caractère un peu dangereux de créer une lac de fixité au milieu d'un océan de flots monétaires internationaux déchaînés. Pour les jeunes générations, il est intéressant de souligner qu'à cette date, Il était impossible, strictement impossible, de faire passer quoi que ce soit dans la PQN qui remette en question les changes flottants et l'idée d'une monnaie unique ou la contradiction entre les deux formules. Maurice Allais le fera un peu plus tard et recevra la bastonnade que l'on sait. On trouva même d'astucieux économistes pour défendre, en même temps, l'idée que les changes flottants mondiaux et celle d'une monnaie unique européenne étaient toutes deux excellents en même temps. La flagornerie ne craint pas les oxymores.

En avant pour le traité de Maastricht et une institution structurellement bancal. Aucun vrai débat technique sur la manière de gérer une zone monétaire. Seulement un affrontement entre souverainistes et fédéralistes. De même que le débat sur le système monétaire international, lorsqu'il avait lieu, c'est-à-dire presque jamais, ne consistait qu'en un échange d'horions idéologiques entre marxistes (cachés en « keynésiens ») et « néo-libéraux », c'est-à-dire en adepte de la liberté financière à tout va.

La faiblesse du dispositif se voyait à l'examen d'une seule question : qui gérerait le change dans le nouveau système ? Extraordinaire exemple d'un instrument, capital à l'échelon national, qui disparaissait soudain à l'échelon européen. La BCE n'était pas chargé des changes mais du niveau des prix. L'« Eurosystem » disposait d'un « Eurogroupe », un aréopage d'une vingtaine de ministres des finances, présidé par un « président de l'Eurogroupe » sans pouvoir, sous le contrôle d'un conseil des chefs d'état de la zone euro. C'est lui qui serait chargé de la gestion du change. Mais comme on considérait que les changes flottaient naturellement et que seuls les marchés étaient chargés de donner la valeur de l'euro, la question ne se posait pas. De toute façon les moyens techniques de gestion du change ne dépendaient pas de l'Eurogroupe. Les Etats avaient perdu tous les leviers de la politique des changes et des taux d'intérêt mais personne n'en avait réellement hérité. Curieux, non ? Et cela ne choquait absolument personne. Lorsqu'on évoquait la question devant un politique il répondait invariablement : « C'est étrange en-effet, mais c'est une question technique et nous avons d'excellents techniciens de la finance ».

La grande question d'une zone de monnaie unique avec des Etats indépendants est la gestion des écarts dynamiques de productivité, de prix et de compétitivité. Nous-mêmes avons inlassablement dénoncé un système qui faisait de la déflation-dépression le seul moyen d'ajustement. Les fédéralistes pro-euro répliquaient que l'ouverture totale des marchés intérieurs suffirait à entraîner mécaniquement les ajustements nécessaires. Nous disions qu'avec des Etats qui prélevaient entre 40

et 100% de la valeur ajoutée des entreprises, la notion de marché tout puissant était tout de même un peu aventurée. Les politiques publiques non ajustées pouvaient avoir des effets pervers catastrophiques. « Nous avons d'excellents conseils et une haute administration de qualité partout en Europe. Ils savent ce qu'ils font ! » Fermez le ban !

Et justement voilà que le gouvernement Jospin asphyxie l'entreprise française par des réglementations étouffantes et étrangle l'économie avec les 35 heures. Peu après l'Allemagne fait l'inverse avec le plan Schroeder. La compétitivité relative de la France s'effondre. Personne ne dénoncera la contradiction comme une source de difficulté à venir pour la zone euro.

La chute des dictatures en Europe, a conduit à une extension inconsidérée de l'union Européenne. Et ces pays fragiles entendaient entrer dans l'euro pour des raisons purement politiques. On croit devoir faire droit à leurs demandes. Comment laisser à la porte la Grèce loin de Papadopoulos, le Portugal débarrassé de Salazar et l'Espagne, d'où Franco a disparu ? Et ces pays de l'est qui frappent soudain désespérément à la porte ?

On a chargé la barque de l'Euro, déjà bancal par construction. Le navire a pris de la gîte dès le départ et elle a été aggravée par des politiques incompatibles.

La mini récession du début des années 2000 a aussitôt fait prendre conscience que les règles de droit étaient incompatibles avec la conjoncture. On parla de « règles idiotes ». Pour un système fondé uniquement sur deux règles, ce n'était pas très encourageant pour la suite. Surtout quand les pays qui jugeaient ainsi étaient l'Allemagne et la France, les deux piliers !

La Grèce commence à souffrir dès 2002-2003. De même la finance internationale est en crise après l'effondrement boursier du début du siècle. Cela branle de partout et la FED commence ses inondations monétaires. Le taux de dettes globales commence à s'approcher à peu près partout de 375%. Certains pays en sont déjà à plus de 700%.

L'effondrement du dollar projette l'euro à des sommets et aggrave la crise en Europe qui entre en stagnation. Mais les politiciens sont heureux de ne plus avoir à surveiller le taux de change. Ils trouvent cela merveilleux et ne cessent de le dire dans les médias. Donc ils peuvent emprunter et ils le font sans retenue, ou laisser leurs banques et autres agents économiques emprunter. Personne ne surveille les taux d'endettement globaux de chacun des pays. Au printemps 2008, le taux moyen d'endettement global dépasse 425% dans l'OCDE. Différents pays sont à plus de 1000% ! Dès décembre 2006 nous prévoyons l'effondrement certain pour 2009-2010. Début 2007 nous rapprochons cette prévision à 2009, puis la crise de liquidité bancaire de l'été 2007 nous la fait avancer à l'automne 2008. En décembre 2008, nous annonçons un krach pour septembre 2008.

L'hystérie financière générale laisse penser qu'on est à nouveau dans une phase économique formidable. Personne n'écoute.

L'Euro se porte assez bien : la crise du dollar le dope sur les marchés de change ; les taux d'intérêt ont convergé. Tout cela paraît solide, même si certaines voix s'élèvent pour dire que le respect des règles n'est plus assuré. Tout le monde fait ce qu'il veut.

Lorsque l'effondrement financier a lieu, avec l'abandon à la faillite de Lehman-Brothers, tout le monde croit que « l'Euro nous protège », y compris les Islandais qui sont en faillite grave. L'Euro, c'est solide. La crise est venue des Etats-Unis et l'Euro a bien résisté.

Jusqu'à ce que la spéculation s'attaque aux taux d'intérêt des pays dangereusement endettées de la zone Euro (Grèce, Islande, Portugal, Espagne, Italie). Et là, c'est aussitôt la Bérézina.

L'organisation de la zone Euro, inexistante, n'a aucun moyen de faire face ; Il faut improviser d'urgence. Ce sera la suite ininterrompue de « sauvetages » avec des « mécanismes » forgés à la va

vite et qui conduiront aux récents évènements grecs.

Lorsque nous écrivions dans les années 90, que la régulation se ferait dans la déflation, personne ne se rendait compte réellement ce que cela voulait dire. Avec l'affaire grecque, la fermeture des banques, la perte de 25% du Pib et toutes ses choses, l'affaire devient diablement concrète.

Où en sommes-nous aujourd'hui ? Le vrai problème reste la crise mondiale. Le système des changes flottants ne marche pas, n'a jamais marché et ne marchera jamais. Mais personne ne songe à le modifier. C'est l'explosion de ce système défectueux qui a déstabilisé l'Eurosystem. Pas l'inverse. Mais l'Eurosystem a démontré qu'il n'était pas armé pour faire face autrement que par des mesures détestables qui enflamment les haines sociales et nationales. Le politique devient le pire ennemi de la zone euro.

Les euro-fédéralistes considèrent que somme-toute, ils ont gagnés. La crise a permis de faire des progrès dans l'abaissement des Etats nationaux. Les banques sont supervisées désormais par la BCE. La Commission a reçu des pouvoirs élargis. Le système global est sous contrôle maintenant que l'amplificateur bancaire a été mis sous tutelle étroite. La BCE a mangé son chapeau allemand et « fait ce qu'il faut » pour sauver la zone Euro. Donc tout va bien : militons désormais pour une forme fédérale de contrôle de l'économie européenne !

Les souverainistes poussent à la destruction immédiate de la zone Euro dont les mécanismes de sauvetage nous ont endetté pour des millénaires et empêchent toute politique nationale de sortie de crise. Les marxistes exigent également la fin de la tutelle bruxelloise pour pouvoir enfin mener une politique de « relance sociale par la planche à billets ». Façon Chavez.

Hollande, toujours à sa copie servile du parcours mitterrandien, se pose en créateur d'un nouveau système fédéral avec budget unique, parlement spécial, etc ; La dette ? On s'en fout ! Le respect des règles de Maastricht ? On s'en fout ? Le chômage ? On s'en fout. Proposons comme Mitterrand une fuite en avant européiste.

Foutaises !

Il faut un « chancelier de la zone euro », assisté de comités parlementaires issus des parlements nationaux, avec une compétence d'investigation, de recommandation et de maîtrise de la politique monétaire et financière au jour le jour. Il aura pour mission de faire revenir le monde à un système de changes fixes et ajustables. C'est lui qui décidera du taux de change et de la politique des taux d'intérêt. Il sera à la fois le FMI interne de la zone, le pilote des instruments monétaires mis en commun et le conseiller en matière de politiques budgétaires, économiques et sociales pour tout ce qui concerne les écarts de compétitivité et les ajustements nécessaires.

Si ce poste avait existé dès 1997, il aurait évité que les Français et les Allemands se lancent dans des politiques incompatibles avec une monnaie unique, freiné les bulles immobilières dans la zone, empêché les glissements budgétaires de type français ou grecs. Il n'aurait pas empêché le choc de la crise des changes flottants mais il serait là pour exiger une évolution radicale pour des changes fixes et ajustables. On n'aurait pas eu besoin d'appeler le FMI. Et les dérapages ayant été maîtrisés un certain nombre d'instruments collectifs auraient pu se mettre en place, comme des bons du trésor européens.

Est-ce encore aujourd'hui la solution pertinente ? Il n'est jamais trop tard pour bien faire. Mais le climat a été tellement dégradé et la méfiance portée à de tels sommets que la faisabilité de la réforme devient très aléatoire.

Un certain nombre d'idées ont tout de même fait leur chemin. La première est que toute organisation de la zone euro doit être propre à la zone euro et ne pas dépendre de l'UE. La deuxième est que les parlements nationaux doivent être associés et pas le Parlement Européen. La troisième est que la

BCE doit être aussi responsable de la croissance. Ensuite il faut un pilote avec les instruments ad hoc.

C'est toujours agréable de voir que des idées proposées depuis 20 ans finissent par entrer dans la discussion publique.

Il existe cependant de fortes différences entre notre projet et ceux que l'on voit surgir. Le Chancelier doit être pour nous un coordinateur et un conseiller et non pas un « gouvernement économique ».

L'espèce de frénésie fédéralolâtre qui a saisi les télévisions françaises, notamment celles de la TNT, depuis l'annonce présidentielle est proprement ahurissante. Alors que le système vient de subir une crise historique on voit réapparaître toutes les bouches à feu du fédéralisme, dans des émissions qui font de la surenchère, sans la présence d'aucun contradicteur. Sur le thème « on a échoué parce qu'on n'a pas été assez loin dans l'union », voilà toute la mouvance de ceux qui veulent voir disparaître les Etats européens et notamment la France, en train de présenter le catalogue complet des mises en commun. Le « saut qualitatif européen » devient un must. Même si ses contours sont totalement flous. Et qu'on ne voit pas clairement où serait des avantages, généralement présentés comme magiques par la vertu de la sainte Trinité bruxelloise. Tout s'arrangerait comme par miracle. On pourrait tout faire. Du social, de l'écologique, de la science, du progrès économique.

De l'autre côté du spectre, les souverainistes posent la question : Et pourquoi ne pas abandonner l'Euro purement et simplement ? Tout deviendrait miraculeusement simple. En tout cas on ne serait pas obligé de payer pour les autres dans des conditions antidémocratiques (pauvres grecs victimes des vilains prêteurs). Et on pourrait faire enfin ce qu'il faut, notamment avec notre création monétaire, sans être constamment entravés.

Les deux miracles fédéralistes et souverainistes sont des illusions.

L'abandon de l'Euro ? Il n'y a pas de méthode pure et simple d'abandon, même si doctrinalement rien ne s'y oppose vraiment. Chaque état membre crée une monnaie sur la base d'une unité nouvelle = un euro et indique qu'il remboursera ses dettes dans cette monnaie. Et on voit ce qui se passe. Très probablement une relance des comportements de précaution et un blocage temporaire mais général des affaires, avec une poussée de l'inflation dans les pays les plus endettés qui monétiseront aussitôt les déficits publics. En France les fonctionnaires qui dirigent le pays considéreront qu'il n'y a plus d'efforts à faire. Le marché des changes sera fortement secoué. Les balances commerciales danseront la samba. Et il faudra dix ans pour que l'économie-monde et celle de l'Europe s'en remettent. Lorsque les Etats Unis sont passés du dollar gagé sur l'or au dollar flottant, une opération très semblable, il a fallu 15 ans pour digérer le choc. En fait, on ne s'en est jamais vraiment remis, du fait des défauts du nouveau système de changes flottants. Car ces nouvelles monnaies flotteront, sinon où est l'avantage de liberté dans la manière de gérer son stock de dettes ? On aggravera les effets délétères du système des changes flottants et aucune réforme dans ce domaine ne sera plus jamais possible à horizon raisonnable, l'échec de l'euro servant de repoussoir perpétuel.

Conserver la gouvernance actuelle ? On voit que cela ne marche pas et que cela coûte très cher à tous, tout en créant les conditions d'un rejet populaire massif.

La seule véritable solution est la coordination, qui maintient la souveraineté des pays tout en les associant, avec un mécanisme d'éviction du club si un pays considère qu'il doit suivre une voie incompatible avec celle des autres.

Le coordinateur doit disposer des moyens statistiques communs, et de pouvoirs d'investigation du type de ceux du FMI, qui n'a pas à intervenir à l'intérieur d'une zone de solidarité monétaire. Il faut établir un pouvoir de recommandation et une procédure de « reconsidération », au cas où une mesure serait proposée par un pays qui pourrait être jugée comme incompatible avec la prospérité générale. Cette administration ne devrait pas être logée à Bruxelles mais à Paris, puisque la BCE

est en Allemagne et que ces deux pays sont les plus importants du club. Des procédures d'association des parlements nationaux sont indispensables, mais pas sous forme d'un Sénat européen, structure lourde et complexe dont le rapport avec le Parlement Européen resterait à préciser. Un délégué par parlement par pays membre suffirait, dans chacune des trois chambres qui devraient être créées : chambre sociale, chambres budgétaires et fiscales, chambre économique et monétaire. Tout doit rester léger. Et naturellement, le conseil des ministres des finances et celui des chefs d'Etat serait l'instance d'arbitrage final en cas de divergences graves.

Le « chancelier de la zone euro » aurait un domaine propre qui est celui de la politique monétaire, en liaison avec la BCE et aurait la mission de faire évoluer le système monétaire international, avec comme objectif le retour à un système de changes fixes et révisables.

Cette évolution serait moins traumatique pour les souverainistes que la création d'une machinerie fédérale disproportionnée. La coordination ex ante ne pourrait avoir que des avantages et mènera naturellement à des instruments financiers collectifs susceptibles d'éviter les méfaits de spéculations hasardeuses. Elle conduira à plus de stabilité dans le monde et une meilleure prise en considération des points de vue européens, notamment vis-à-vis du « benign neglect » américain.

Tout renforcement collectif, de toute façon, supposera que la France cesse d'être l'homme malade européen, avec une gestion désastreuse basée sur l'asphyxie fiscale et la dépense publique outrancière à crédit.

Le plus grave reproche que l'on puisse faire à F. Hollande est d'être l'obstacle principal à toute évolution. Qu'il fasse de la surenchère fédéraliste, sous les vivats de ceux qui font semblant de croire qu'il a « sauvé » l'Europe lors de l'affaire grecque, est sans doute de bonne tactique politicienne. La vérité est qu'en ruinant le pays comme il le fait sous le poids d'une fiscalité intenable, d'une dépense publique obscène, et d'une démagogie de tous les instants, il rend impossible toutes les évolutions nécessaires.

Rarement l'imposture d'un Hollande audacieux et stratège, conduisant l'Europe au succès, n'aura été plus majestueuse. Ce n'est pas parce que des medias se couvrent de ridicule en la véhiculant qu'il faut s'y vautrer.

Il serait curieux que l'Allemagne accepte plus de fédéralisme avec une France en dehors des clous du traité « merkozy ». Si elle persiste à conserver un déficit budgétaire de près de 4% de PIB et une dette proche de 100% du PIB, il ne peut rien se passer de réellement important, sinon des constructions institutionnelles loin des peuples et qui ne mangent pas de pain, ou des initiatives très partielles sur la fiscalité ou autres. Il faudrait de même que le cas grec soit réellement réglé. Tout le monde pense que la purge actuelle ne règle rien, surtout sous la houlette de Tsipras et de son équipe. Et il faut attendre que les Italiens, les Espagnols et les Portugais aient éliminés Beppe grillo, Podemos et tous les « mélenchoniens » potentiels. On a construit sur du sable avec Maastricht, mais on ne construira pas sur de la vase.

La solution plus légère d'un coordinateur avec des pouvoirs propres dans des domaines actuellement à l'abandon, comme la politique de change, la politique des taux d'intérêts, et la politique des crédits, la politique de convergence des compétitivités, peut s'enclencher plus facilement. Mais il est probable que sa condition préalable soit le départ de F. Hollande et l'élection, en France, d'une équipe capable de lourdes réformes de structure à la tête du pays.

Le paradoxe du moment est qu'on exalte le « nouveau Hollande européen » au moment où le meilleur service qu'il pourrait rendre à l'Europe serait de démissionner.